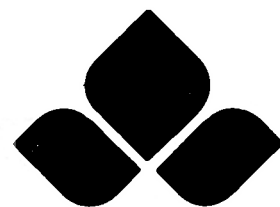


royaliste



BI-MENSUEL

DIRECTEUR POLITIQUE BERTRAND RENOUVIN

contestation, colères, corporatismes...

ça déborde !



M 2242 - 382 - 6 F DU 12 MAI AU 25 MAI 1983 - 13ème année - N° 382 - 6 F

à propos des grèves médicales

Pendant deux mois, le milieu médical s'est agité. Successivement les étudiants en médecine, puis les internes de CHU et les chefs de clinique se sont mis en grève. Ces deux grèves n'avaient en fait pas grand chose à voir entre elles.

Pour les étudiants, se mettre en grève est la réponse justifiée à un projet de réforme des études médicales, projet hypocrite et dirigiste.

— Hypocrite, car la réforme vise à réintroduire un concours déguisé en fin d'études. L'ECVO (examen classant validant obligatoire) que les étudiants devaient passer en fin de 6ème année peut se transformer par enchantement en concours. Il ne faut pas oublier qu'avant l'introduction d'un «numerus clausus» en fin de 1ère année, le nombre d'étudiants admis à poursuivre leurs études était sensiblement identique. Examen ou concours, une terminologie différente peut amener les mêmes effets : l'échec du plus grand nombre. Les futurs médecins, qui ont été reçus au concours de fin de 1ère année, ne veulent pas que les règles du jeu changent en cours de route. Mesure hypocrite et injuste, l'ECVO doit disparaître. Si le nombre des médecins est trop important, que la sélection ait lieu au départ, mais pas en fin d'études !

— Dirigiste, car le projet de réforme supprime la possibilité de choisir la spécialité souhaitée, le classement à l'ECVO étant le seul critère d'orientation pour les différentes filières du 3ème cycle

(spécialités ou médecine générale).

En ce qui concerne la grève des internes et des chefs de clinique, il s'agit principalement de la défense d'intérêts carriéristes. Autrefois les chefs de clinique trouvaient pour la plupart des postes hospitaliers, or aujourd'hui il n'y en a plus, toutes les places sont prises, et s'installent dans le «privé» s'avère de plus en plus dur à cause de la démographie médicale galopante.

La médecine va commencer à manger son pain noir, situation d'autant plus difficile pour ceux qui se prennent pour l'élite. Plutôt que de faire accroire que leur mouvement vise à l'amélioration de la santé des Français, il serait plus honnête de dire que leur grève est un mouvement de défense de leurs intérêts (ce qui serait d'ailleurs compréhensible).

Il est dommage, par contre, qu'au cours de ces grèves, aucune discussion n'ait évoqué le problème fondamental : l'avenir et les mutations indispensables du système de santé.

Ph. et J. BETBEZE

N.B. 9000 internes de CHR et CHS n'ont pas fait grève (contre les 4000 internes de CHU grévistes) et veulent que la réforme prévue du statut unique de médecin hospitalier se fasse.

demande de documentation

Si ce numéro vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous avons publiés, remplissez le bulletin ci-dessous **sans engagement de votre part**.

Nom : Prénom :
Année de naissance : Profession :
Adresse :

désire recevoir, **sans engagement de ma part** une documentation sur le mouvement royaliste.

Bulletin à retourner :

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS

étudiants:

les unef hors du coup

Le projet de loi Savary portant réforme de l'enseignement supérieur a provoqué ces derniers jours de nombreuses réactions dans les milieux étudiants, non sans de nombreuses ambiguïtés pour les syndicats étudiants de gauche.

Paris, jeudi 28 avril : la veille déjà, le comité d'action avait organisé sa «manif». Une belle manifestation qui ne pouvait que réjouir tous ceux qui espéraient passer un après-midi mouvementé. Les étudiants avaient alors pris un malin plaisir à engager un véritable marathon avec les forces de l'ordre dans les rues parisiennes. Un barrage de CRS ? Hop, on filait par la première rue latérale libre et les porteurs de boucliers se retrouvaient avec le cortège dans le dos.

Oui, mais voilà, les syndicats de gauche s'étaient refusé à toute action commune avec ce comité «apolitique» dans lequel ils voyaient un instrument de l'Opposition. On allait tout de même pas défilé avec les «fachos» !

Est-ce à dire qu'une grande manifestation unissant tous les «étudiants de gauche» allait être organisée ? L'UNEF (proche du P.C.) expliquait déjà depuis quelques semaines que ce projet de loi était



La poursuite s'engageait, mais les baskets avaient une vitesse supérieure aux brodequins. Pour faire très «nouveau-mai 68-qui-recommence-à-l'envers», on avait même terminé la soirée devant l'Assemblée nationale avec moult grenades lacrymogènes, quelques bons coups de matraque et même un canon à eau (!) employé devant le Palais Bourbon.

bon et que seules quelques modifications (qui ne méritaient vraiment pas de descendre dans la rue) lui paraissaient souhaitables. Analyse différente de celle que l'on faisait à l'UNEF-ID (animée par des trotskystes et des socialistes) et qui amenait ce syndicat à lancer un appel national à manifester pour ce jeudi 28 avril.

Dès lors, l'UNEF allait s'em-

ployer à «casser» ce projet en organisant le même jour à Tolbiac un débat avec des députés de la Majorité «pour faire réussir la loi».

A Nanterre le jeudi matin, les militants de l'UNEF étaient en force pour distribuer leurs tracts appelant à la réunion de Tolbiac. Ils s'étaient même assurés du concours des personnels CGT de l'université. La manœuvre, qui aux yeux de beaucoup, apparaissait comme une tentative de «torpillage» de la manifestation de l'après-midi, était menée tambour battant.

Las ! Jussieu, début d'après-midi : ils étaient bien 3 ou 4 000 au départ du défilé, alors qu'à Tolbiac, 300 étudiants seulement avaient répondu à l'appel de l'UNEF.

Vers 15 h, le cortège s'ébranla lentement, puis passa à proximité de la tour Montparnasse et se mit à descendre le boulevard Raspail. Nombreux étaient les étudiants qui portaient, plaqués sur leurs vêtements, des autocollants disant «non à la sélection», «non au concours», et dont ils avaient soigneusement déchiré la partie inférieure, celle qui porte le nom du syndicat qui les imprime. Les plus consciencieux avaient même rajouté au marqueur : «indépendant».

Des indépendants, il y en avait certainement beaucoup dans cette manifestation qui avançait lentement et qui ne repren-

nait presque jamais les slogans diffusés à partir d'une «camionnette-mégaphone». Plus d'une centaine d'entre-eux, marchant au devant du défilé, se retrouvèrent au contact d'un barrage vers 17 h., contraignant ainsi le service de l'UNEF-ID à immobiliser le cortège et à chasser vers l'arrière les audacieux.

La manif était arrêtée là, 300 mètres en retrait du barrage. Le mégaphone annonça qu'une délégation était reçue et que l'on attendait son retour, ce qui provoqua les huées et autres sifflements chez les étudiants qui crièrent : «on avance».

On n'avança pas et les indépendants commencèrent à quitter ce cortège paralysé. Certains soupçonnèrent là une subtile manœuvre de l'UNEF-ID afin de «pourrir» le mouvement. Lorsqu'ils apprirent que la délégation envoyée au ministère était exclusivement composée de gens de l'UNEF-ID, leur amertume fut encore plus grande.

Vers 18 h, il ne restait plus qu'un millier de manifestants assis sur la chaussée, pour la plupart des syndiqués. Il n'y avait décidément plus rien à faire dans cette «manif».

Le lendemain les étudiants de droite se défouleront avec une violence qui fera un significatif contraste.

Antony SPANO

communiqué de «royaliste-université»

Les étudiants de la NAR constatent que M. Savary, malgré les nombreux avis dont il s'était entouré et les consultations auxquelles il s'était livré, se retrouve confronté à un refus massif, et justifié, de sa réforme par les étudiants.

un problème de représentation de la base

M. Savary découvre ainsi que la volonté de dialogue et d'ouverture n'est rien sans interlocuteurs en prise avec les préoccupations des étudiants. Il est inquiétant de constater que les organismes censés représenter les étudiants font en fait écran entre le monde étudiant et les responsables politiques. Faute d'une réelle démocratie prenant en compte les aspirations de la base on peut se trouver en effet confronté à des surprises, à des «mai 68 à l'envers».

sur le fond

Sur le fond, la NAR constate que les objectifs de **professionnalisation** du projet Savary ne sont pas sans rappeler les options de Mme Saunier-Seïté. Mais entre le mot et la réalité il y a un fossé qu'illustre particulièrement l'exemple des études juridiques. Transformer les 2 premières années de la licence en

droit en complément de formation générale c'est en fait «déprofessionnaliser» ces études, faire en sorte qu'une formation en 3 ou 4 ans en faculté de droit ne signifie plus rien, donnant à peine les bases d'un «esprit juridique».

La période «pré-professionnelle» de 2 ans après le bac est une facilité qui va achever de transformer les universités en super-lycées, donner une nouvelle vitalité aux systèmes de formation extra-universitaires, et accélérer la tendance à une société duale.

Attirer les bacheliers vers ces filières qui n'auront de «professionnelles» que le nom faute de moyens et de contacts responsables avec les professions, c'est peut-être résoudre à très court terme les problèmes de courbes de chômage, mais vraisemblablement pas ceux des candidats-étudiants.

La NAR s'oppose au concept «d'Université de masse» et défend un système d'enseignement supérieur décentralisé au maximum, prenant en compte les problèmes des régions, faisant place aux initiatives individuelles, donnant une formation adaptée aux projets personnels de chaque étudiant et non pas le numéro de classement définitif et indélébile que ne peut pas manquer de délivrer tout système «massifié».

le choix du président

A l'occasion de son voyage dans le Nord-Pas-de-Calais, M. Mitterrand a exprimé sa complète solidarité avec la politique menée depuis le 25 mars par le gouvernement Mauroy 3.

Ce voyage a bien sûr été l'occasion pour le président de la République d'insister sur la nécessité d'une renaissance industrielle dans une région durement touchée par la récession. Force est pourtant de constater qu'exceptée la création de quelques centaines d'emplois à Lille et à Maubeuge, le déplacement présidentiel aura été plus riche de discours que de mesures tangibles. Notamment l'avenir des Charbonnages a été renvoyé à la préparation du IXème Plan, M. Mitterrand ayant pris acte de ce que son coût d'exploitation condamnait définitivement ce secteur en déclin.

Si les actes tardent à venir, on ne peut pas nier l'importance de ces premières déclarations présidentielles après l'annonce du Plan d'austérité, notamment les propos relatifs à la réaffirmation de l'autorité de l'Etat et au soutien à l'action gouvernementale. Les deux choses paraissent désormais très liées.

En effet une chose était jusqu'à présent de dénoncer des montées du corporatisme et des revendications catégorielles qui menacent l'unité de la société française et cela au nom de la cohésion nationale, une autre était de suggérer un projet, d'ailleurs assez flou, qui tente de rassembler plutôt que de diviser. Désormais, le choix déterminé d'une politique, celle de l'austérité, avec ses conséquences mécaniques et les déçus qu'elle ne manquera pas de créer, pourra-t-il encore permettre

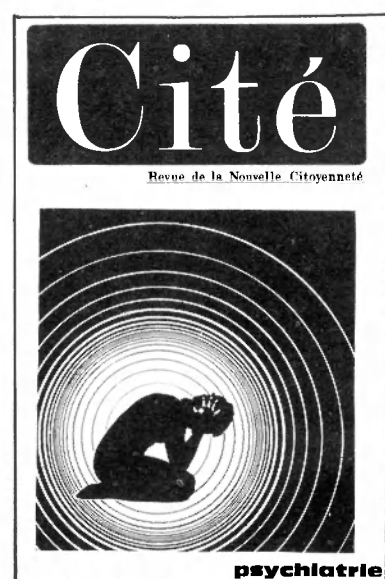
à M. Mitterrand de s'élever au dessus de la mêlée; sans que ces condamnations des divisions n'apparaissent comme autant de pré-



textes à méconnaître toute forme d'incompréhension ou de concertation de la politique menée.

M. Jean Poperen s'inquiétait-il justement de cet état de chose en remettant récemment un mémoire au Président sur l'état du peuple de gauche ? «Nous perdons du terrain», pouvait-on y lire en toutes lettres. Même s'il faut mettre ce genre d'écrit d'auto-mortification autant au compte de l'analyse sérieuse, que de la préparation de la partie de bras de fer qui s'engage entre les tendances du P.S., le ton est révélateur du désarroi qui secoue la gauche parlementaire face aux actes de la gauche gouvernementale. Et si, pour une fois, cette inquiétude de la classe politique traduisait l'état d'esprit profond des Français : le passage brutal de l'Etat de grâce à l'incompréhension.

O.M.



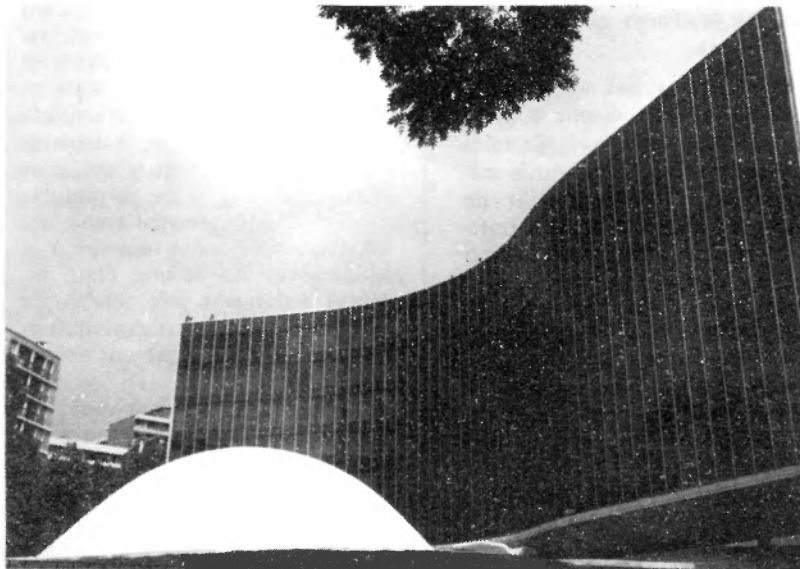
avez-vous
lu le n° 3
de notre
revue
« Cité » ?

le p.c.f. pour quoi faire ?

Rien à dire, aucun commentaire à porter sur le comité central du Parti communiste réuni les 19 et 20 avril, sinon qu'il ressemble comme un jumeau aux précédents. Voilà l'extraordinaire.

Georges Marchais a pourtant salué «cette session à bien des égards exceptionnelle», Pierre Juquin a rapporté aux journalistes un «débat passionnant» et souligné le «rapport combatif et mobilisateur» du secrétaire général. Avant la tenue de ce comité central, la presse s'efforçait de déceler une confrontation de tendances au sein de la direction du Parti, qui trouverait sa conclusion le 20 avril par un coup d'Etat interne. Les partisans du «soutien critique» et d'une plus grande autonomie à l'égard du gouvernement se regroupaient derrière André Lajoinie pour faire échec aux menées des «gouvernementalistes» conduits par Charles Fiterman. Le «Canard enchaîné», pourtant bien informé, entrevoyait même que l'actuel secrétaire du Parti ferait les frais de ces opérations d'alcôve et serait sommé de se retirer. Des journalistes moins prospectifs ont préféré la lucidité : il est coutumier aux instances dirigeantes communistes de procéder à une distribution des rôles pour satisfaire les humeurs de la base. Fiterman comble les électeurs attachés à l'union de la gauche, Lajoinie rassure les «déçus du socialisme» et donne à espérer aux chantres de la rupture, Georges Marchais se maintient dans une position «centriste» où il tente une difficile synthèse des contraires. Autre argument en défaveur des prophéties de la presse : les pouvoirs du secrétaire général et de son entourage sont tels qu'il serait laborieux de déstabiliser le trône. Cette analyse ne signifie nullement que le P.C.F. soit tout d'un bloc, sans faille aucune; mais il est trop malaisé de distinguer entre les rumeurs infondées, les manœuvres d'intoxication et les réelles lignes de divergence pour se lancer dans des projections infiniment fragiles. A quoi bon délirer sur le départ de Roland Leroy pour la Chine, puisque la continuité l'emporte en fin de compte sur le changement, au sortir de ce comité central.

L'essentiel est là : depuis deux ans, le P.C.F. n'a pas déplacé une virgule de son discours. L'observateur a beau passer au crible le discours introductif de Georges Mar-



chais, espérant une «petite phrase» révélatrice, ou au moins un rajeunissement de l'analyse et des formules, une adaptation à l'évolution du monde. Efforts totalement vains. Le P.C.F. reste enclos dans le béton de son immeuble. Le déclin irréversible du Parti communiste, nettement confirmé aux élections municipales ? Vous n'y êtes pas ! «On peut parler d'un début de remontée de l'influence du Parti» dit Georges Marchais. Ah bon ! «Tout semble indiquer que ces élections ont vu un fléchissement, sans doute assez sensible, du P.S. par rapport à juin 81.» On peut s'amuser à présenter des évidences pour s'assurer de n'être pas démenti : il est certain que le Parti socialiste n'a pas retrouvé en 1983 le crédit accordé en 1981, dans la période faste d'après les élections présidentielles. User d'une lapalissade, voilà le propre de qui désire masquer ses défaillances, faute d'une réflexion suffisante pour les expliquer.

Sur la crise internationale, le Parti communiste a le mérite de la persévérance : le capitalisme approche de l'agonie et le monde socialiste se porte comme un charme. D'ailleurs, «dans ces pays, même si le mouvement s'est fait de façon plus lente, le niveau de vie a continué de progresser en 1982, grâce à la priorité donnée à la consommation, à l'importance des acquis sociaux, à l'absence de chômage.» Ne reprenons pas le

procès de ces fadaises; il suffit d'ouvrir le premier journal venu pour qu'il n'en paraisse plus rien.

Venons-en au chapitre de ce rapport fastidieux consacré à la paix et au désarmement. Passons outre les banalités de saison pour tenter de comprendre la politique étrangère du P.C.F.; on s'attend logiquement à une attaque en règle contre la diplomatie de François Mitterrand, qui prend l'exact contre-pied des thèses communistes. La dénonciation du système polonais comme «intrin-

sèquement pervers», le discours de Bonn sur le déploiement des Pershing américains, la condamnation du pacifisme par le P.S. devant l'Internationale socialiste, l'expulsion jamais vue de 47 diplomates soviétiques ? Pas un mot. Il est notoire que la politique étrangère conduite par le président de la République est la plus antisoviétique des deux dernières décennies. «Rien ne permet de dire une chose pareille», affirme le ministre des Transports au «Washington-Post» du 22 avril, seul contre tous. Tout va donc pour le mieux.

MIRACLES DE LA DIALECTIQUE

Mais direz-vous, le P.C. ne peut pousser la confusion idéologique jusqu'à renier ses convictions économiques profondes, jusqu'à applaudir le plan Delors ? Evidemment non. Raison pour laquelle il «n'approuve pas» ce plan d'austérité mais le soutient seulement ! Il faut une forte dose de dialectique pour percer le mécanisme de ce raisonnement. A quoi sert-il que le P.C.F. combatte sept années durant une austerité prônée par un pouvoir de droite pour finalement se courber ou presque devant les mêmes mesures d'austérité appliquées sous le couvert de la gauche ? A quoi bon avoir violemment dénoncé en son temps le «virage à droite» du P.S. lorsque l'on s'aligne aujourd'hui sur sa

politique, que René Monory fait en partie sienne, qu'Edgar Faure a qualifié d'«antisocialiste» ? Si le Parti communiste avait fait preuve par le passé de modération, nous pourrions à la rigueur comprendre son ralliement actuel. Mais Georges Marchais et sa belle intransigeance nous avait habitués à d'autres comportements. Qu'est devenu le «grand Parti des travailleurs» de la chanson, le valeureux mouvement révolutionnaire, pour qu'il accepte sans hauts cris une politique libérale classique, la restauration des grands équilibres économiques et financiers ? Le projet industriel et la reconquête du marché national s'estompent des préoccupations premières, Laurent Fabius ne considère plus les entreprises nationalisées comme la «force de frappe» définie l'an dernier par François Mitterrand, Jacques Delors estime que l'application inconsidérée du slogan «faire payer les riches» casserait la machine économique et le ministre de l'Economie, des Finances et du Budget prévoit une baisse de la croissance, une régression du pouvoir d'achat, 100.000 chômeurs supplémentaires, pour l'année. Et le P.C.F. n'y trouve sur le fond rien à redire. Pour la forme, le groupe parlementaire communiste a manifesté son mécontentement lors du vote des ordonnances, afin de prouver à qui en douterait sa présence dans le débat politique, puis a rejoint sagement le rang.

Le P.C.F. vit dans un monde de rêve : il n'y a pas de contestation à l'intérieur du Parti, la reconquête de l'électorat est amorcée et Jacques Delors mène une politique de gauche. Même le P.S., avec les critiques publiques de Christian Goux ou Didier Motchane, ne connaît pas une telle sérénité. Il faut en appeler à Jeannette Thorez-Vermeesch pour saisir à quel point le Parti communiste a bradé son âme; la veuve de Maurice Thorez, qui a le mérite de la fidélité, reste la seule survivante toujours active de la période radieuse des années 50. Elle parle à propos lorsqu'elle affirme que «le Parti n'a plus de programme», que son «opportunisme droitier» a introduit le «désarroi» chez les militants. En la marginalisant avec une nuance de mépris, en l'utilisant comme gage de bon fonctionnement démocratique, les dirigeants jettent le voile sur le passé et les origines, espérant une résurrection qui n'est selon Jeannette Thorez-Vermeesch qu'une trahison, une dénaturation ouverte à toutes les compromissions. Le P.C.F. estimait tirer de cette stratégie le meilleur, il n'a recueilli pour l'instant que le pire. Peut-on exister en cessant d'être ?

Emmanuel MOUSSET

la guerre des m.c.m.

Les négociations européennes sur les prix agricoles donnent lieu au psychodrame habituel. Sur fonds de chantage à la rupture et de groupes de pression, les ministres des dix négocient.

Si le 29 avril, M. Rocard déclarait que «le gouvernement ne travaille pas sous la pression de quelconques ultimatums», il invitait quasiment, 3 jours plus tôt, les agriculteurs à lui donner un coup de main en considérant que leur action «renforçait sa détermination à se battre pour la suppression des montants compensatoires monétaires (M.C.M.) à Luxembourg». Ces propos illustrent l'isolement dans lequel se trouve la France. Au moment où ces lignes sont écrites, l'issue de la «négociation» est incertaine. Un compromis boiteux sera probablement trouvé, aucun des partenaires n'osant remettre en cause une Europe de plus en plus complexe, contradictoire et fra-

exprimé en unité de compte. Pour la France les M.C.M. peuvent se définir comme une **taxe pesant sur les exportations et une subvention aux importations**. A contrario, la réévaluation du Deutschmark entraîne alors, pour l'Allemagne, une taxe aux importations et une subvention aux exportations.

Depuis 1969, la complexité n'a fait que croître. De l'abandon des parités fixes a découlé la mise en place des «monnaies vertes» : au sein du marché commun agricole, les prix des produits sont fixés en unités de comptes, mais les paiements aux producteurs sont effectués en monnaies nationales. On détermine donc le cours de chaque monnaie par rapport à l'unité de compte. En principe, la déva-



gile. Il importe cependant de comprendre le fond du problème qui, lui, ne sera pas réglé et resurgira tôt ou tard.

L'unité du marché et la formation de prix valables pour tous les pays membres sont l'une des règles essentielles du Marché Commun. Or, depuis l'abandon des parités fixes, les variations monétaires remettent en cause ce principe. Paradoxalement, la mise en place des M.C.M. a été faite en période de change fixe et à la demande de la France : lors de la dévaluation du franc, en août 1969, la valeur en or de l'unité de compte n'a pas été modifiée. On a alors créé les M.C.M. pour absorber l'écart entre le prix intérieur français inchangé et la contreva-

leur en francs (dévalués) du prix luation ou la réévaluation d'une monnaie verte devrait suivre la hausse ou la baisse persistante de la devise correspondante. En pratique, il n'en est rien, car il est tentant de se livrer à des manipulations, notamment pour assurer aux agriculteurs d'un pays un revenu minimum. L'écart entre le taux vert et le cours qui résulte du marché des changes grandissant rapidement, les M.C.M. ont théoriquement pour mission de rétablir une égalité de concurrence.

Dans la pratique, ce mécanisme d'une grande complexité ne remplit que très imparfaitement son rôle. En outre, il donne lieu à nombre de trafics et entraîne des effets pervers. Ainsi, les M.C.M. favorisent l'agriculture des pays à monnaie forte, y compris dans des productions déjà excéden-

CHEMINS DU MONDE

les élections au portugal

Nos amis portugais du P.P.M. ont subi un sérieux revers aux dernières élections.

Les élections législatives portugaises ont, comme il était prévu, sanctionné l'incohérence et la division des partis de droite. Les socialistes qui bénéficient de leur impéritie sont néanmoins contraints de faire un gouvernement de coalition avec les sociaux-démocrates qui passent ainsi d'une majorité de centre-droit à une majorité centre-gauche !

Mais ce qui nous touche le plus dans ces élections, c'est le revers de nos amis du Parti Populaire Monarchique, qui n'obtiennent aucun député. Ce revers s'explique en partie par l'effacement des petites formations politiques (l'extrême gauche a perdu son unique député) mais surtout du fait d'un changement de cap du P.P.M. que nous espérons provisoire.

En effet, à la suite d'une manœuvre, les dirigeants les plus notables du parti se sont trouvés en position défavorable sur les listes électorales. La frange droitiste étant parvenue à s'approprier les

têtes de liste à Lisbonne. Du coup nos amis le ministre Ribeiro Telles, les députés Ruas et Coimbra se sont retirés. Les dirigeants syndicaux royalistes ainsi que le président du municipio de Vagos récemment élu étaient également absents de la compétition.

La campagne électorale fut menée dans un style droitiste et partisan, en dehors des thèmes PPM habituels et du problème de l'environnement dont les royalistes avaient fait leur terrain d'élection. Résultat, ce fut l'échec sanglant, sauf à Vizela où le candidat PPM obtient 15% des suffrages. Mais ce succès isolé était le résultat d'un combat acharné dans la ligne abandonnée par les droitistes.

Face à cet échec, la base réagit et on s'attend lors du prochain congrès, les 27 et 28 mai à Braga, à un retour à la politique qui avait fait le succès et le prestige de nos amis portugais.

G.L.

précision

A propos de l'article d'Emmanuel Mousset «Proche-Orient : la paix meurtrière» («Royaliste 381»), Maxim Ghilan, animateur de la revue mensuelle «Israël et Palestine», nous apporte la précision suivante :

«Le général Matty Peled n'est pas, comme vous l'écrivez, l'animateur de

LA PAIX MAINTENANT - une organisation proche de la gauche du Parti travailliste israélien.

Le Dr. Peled est membre du Conseil Israélien pour la Paix Israël-Palestinienn et - jusqu'à l'éclatement de ce parti il y a deux mois - était l'un des dirigeants du SHELI.»

taires. L'agriculture allemande ne connaît-elle pas un développement considérable depuis quelques années ? S'il est abusif de l'attribuer uniquement aux montants compensatoires, il demeure indéniable que ces derniers ont joué un rôle important en faveur de l'Allemagne. De plus, les M.C.M. peuvent créer (c'est un comble !) certaines distorsions de concurrence : ils «égalisent» le prix des produits finis, mais non celui des consommations intermédiaires. Ainsi, M. Mitterrand pouvait-il se demander récemment : «comment a pu s'organiser cette complicité européenne qui fait que, au sein du GATT, des produits comme le soja ou les tourteaux aient pu passer librement et sans taxation à travers l'Europe, pour concurrencer directement notre production

en alimentant les usines à lait de Hollande, du Danemark, d'Allemagne et de Grande-Bretagne ?»

Le problème est bien posé mais, dans cette bataille, la France est isolée et affaiblie. L'Allemagne ne se gêne pas pour rappeler qu'elle a payé son tribut à la solidarité en réévaluant sa monnaie le 21 mars. Tel est l'inconvénient de la politique des dévaluations à taux faibles, mais à répétition, que les gouvernements Mauroy ont «choisi».

Nous en sommes certainement arrivés au point où, malgré les déclarations du chef de l'Etat, il y a contradiction à nous déclarer d'emblée «européens» et à prétendre négocier «avec la plus grande fermeté».

Alain SOLARI

la révolution du travail reste à faire

Nos lecteurs auront compris que notre objectif en lançant cette enquête sur les formes du travail n'était pas de faire le tour d'un thème sujet à controverse, mais plutôt de saisir des matériaux pouvant enrichir notre définition d'un nouveau projet de société. Au travers de cette enquête nous nous efforcerons à la fois de faire apparaître l'ampleur de la rupture, les **changements** durables et acquis, mais aussi les **freins** et les tentatives de résurgences d'un modèle qui sait utiliser toutes les formes de la nouveauté.

L'entretien avec Pierre Rosanvallon a permis de dégager les idées forces. Une grande rupture s'est opérée au travers de la **fin du travail répétitif** qui doit permettre l'éclatement d'une hiérarchie du travail mal acceptée et notamment la mise en cause du rôle de la **maîtrise**. Mais cette rupture n'a pas encore réellement conduit à l'émergence de nouvelles formes de production qui restent du domaine de l'expérimentation sociale. De même, ni l'usine presse-bouton qui devrait conduire à une « tertiarisation » intégrale de la société, ni l'utilisation de la télématique qui doit remettre en cause la notion d'**entreprise** n'ont émergé dans le présent. La clé de l'analyse semble résider dans ce que Rosanvallon appelle la dimension socio-technique de l'unité de production où les ajustements des pratiques syndicales et du savoir ouvrier aux modifications techniques importent plus que les innovations techniques elles-mêmes. L'analyse du miracle japonais comme phénomène de culture technique est éclairant à ce sujet de même que le « dégonflage » du **mythe de l'informatique** vu sous le seul angle de l'innovation pure.

Sur ce thème **André Henry** montre que l'idée de temps libre peut être une des formes révolutionnaires de **réappropriation de la culture**, notamment technique, afin de combattre les formes de domination par le savoir. Pris dans ce sens, l'idée de temps libre s'oppose au modèle de société duale qui repose sur la résignation à leur sort des individus du secteur « convivial ». André Henry propose de gommer les discontinuités entre travail et non-travail en propo-

sant un enrichissement mutuel de l'un par l'autre. Mais pose-t-il correctement le problème des moyens en laissant malgré tout à l'Etat une « forte impulsion » dans ce domaine ? Il nous semble, quant à nous, que ce n'est pas à ce niveau de pouvoir que les transformations culturelles essentielles pourront être menées et qu'il conviendrait au contraire de limiter l'Etat pour qu'elles aient quelques chances d'arriver à terme. C'est une piste prochaine du débat.

Philippe Seguin aborde cette question en montrant précisément des réticences quant à une action très forte de l'Etat qui en oublierait parallèlement de se réformer lui-même. Autre forme de cette transformation culturelle qui modifie les modes de travail, **l'éducation** qui est clairement désignée par le maire d'Epinal à la fois comme une clé de l'avenir - là il rejoint les préoccupations affichées par les socialistes - et comme un des grands handicaps du présent. Cette séparation entre monde du travail et monde du savoir conduit à amplifier toutes les formes d'inadaptations sociales et toutes les inégalités.

De même on peut partager l'inquiétude de Philippe Seguin devant le développement possible d'une société duale « de gauche » au travers de secteurs entièrement assistés et qu'il compare avec justesse aux structures sociales des pays sous-développés. Mais le refus de la résignation devant le chômage doit-il conduire, comme cela transparaît malgré tout dans ce dernier entretien, à cet agacement devant toute diminution de la durée du travail considérée comme une forme de l'Utopie. Il ne faudrait pas oublier que les sociétés productivistes ont montré qu'elles étaient vouées à des crises morales profondes qui pouvaient remettre en cause leurs acquis.

Olivier MOULIN

(1) Entretien avec Pierre Rosanvallon : « Comment travaillera-t-on demain ? » Royaliste 379 et entretien avec André Henry, ancien ministre du Temps libre, Royaliste 380.

On peut obtenir ces deux numéros en nous écrivant (6 F, franco de port, chaque numéro).

peut-on croi

● **Royaliste** : On a beaucoup parlé, au début des années 70, en pleine croissance, d'un remplacement progressif d'une société tournée vers le travail par une société des loisirs ? Qu'en pensez-vous ?

Philippe Seguin : On en a parlé, à vrai dire, dès avant la période de croissance. Le livre qui avait été, à cet égard, le détonateur - « La civilisation des loisirs » - est de la fin des années 50 (avant le grand « boum » productiviste). Qu'il y ait dans notre civilisation une part de plus en plus importante réservée aux loisirs, est incontestable. Pour autant, je ne suis pas de ceux qui opposent la notion de loisir à celle de travail. Je crois que le travail est aussi enrichissant, sinon parfois davantage, que les loisirs et que l'épanouissement collectif d'une communauté nationale, l'épanouissement personnel des individus, peuvent également passer par le travail. Le problème est de savoir dans quel contexte et dans quel perspective se situe le travail en question. Je suis très inquiet devant le développement d'une certaine attitude vis-à-vis du couple travail/loisirs encouragée par les pouvoirs publics ; attitude qui ne me paraît pas reconnaître la complémentarité des deux et qui tend à une approche assez manichéenne du problème : moins on travaille, mieux c'est, alors que le loisir doit être développé et confirmé. Une telle approche est à la fois une aberration économique et, je le crains, une grave erreur politique et morale. Il est incontestable que, pour la majeure partie de nos concitoyens encore aujourd'hui, le travail ne répond pas à des caractéristiques satisfaisantes mais constitue un des éléments de l'idéal auquel on doit tendre. Le travail est une valeur, et je n'utilise pas cette expression comme un alibi à l'exploitation d'une classe opprimée.

● **Royaliste** : Ne pensez-vous pas qu'il est un peu désuet de considérer le travail comme une valeur ?

Philippe Seguin : Pas du tout ! Je sens que les gens qui sont le plus heureux sont en général ceux qui travaillent le plus. Tout travail peut être intéressant : cela dépend de son organisation, du de-

Après les points de vue d'**Pierre Rosanvallon** et **André Henry** travail se poursuit par un e l'opposition. **M. Philippe Se** vice-président de l'Assemblée pour le maintien de l'emploi ir touchée par la crise, rend analyse.

gré d'autonomie et des perspectives d'accroissement de responsabilité. Evidemment, dans la mesure où l'on est dans une organisation hyper-centralisée et qu'on ne se sent nullement concerné par le travail que l'on accomplit, votre question se justifie. Mais je crains qu'on ne se trompe de route et, qu'au lieu de remettre l'homme au travail dans d'autres perspectives, on condamne, une fois pour toutes, le travail au nom du loisir. On risque de s'ennuyer, dans une société « idéale » où l'on aurait gagné 2, 3... 5 heures sur le temps de travail légal.

● **Royaliste** : Vous vous êtes battu dans votre région, contre ceux qui disaient que l'industrie vosgienne était condamnée par la concurrence. Dans cette perspective, que pensez-vous de la baisse de la durée du travail ?

Philippe Seguin : Je me suis battu comme les autres, tout en reconnaissant que de larges pans de l'industries vosgiennes étaient effectivement menacés et, souvent même, condamnés par la concurrence étrangère. S'agissant du partage du travail, je crois qu'il faut avoir une attitude extrêmement prudente. Il me semble que ce partage ne peut être qu'un pis-aller, une solution d'attente. Pour autant, j'admets qu'il puisse être une réponse au contexte de crise ou de mutation dans lequel nous vivons. Il est certain que nous devons vivre plusieurs années avec des effectifs potentiels de chômeurs de l'ordre de 2 à 3 millions. Le partage du travail doit donc être interprété comme une répartition des conséquences de la crise, des sacrifices, entre les catégories sociales ou les individus. Dans ce cadre, la diminution du temps de travail ne peut avoir de signification qu'accompagnée

re aux 35 h ?

mmes de gauche que sont M.M. enry (1) notre enquête sur le etien avec une personnalité de in est député-maire d'Épinal, ationale. La bataille qu'il mène striel dans sa région, fortement rticulièrement intéressante son

d'une baisse des rémunérations. A cet égard, je regrette que, lorsque nous sommes passés de 40 à 39 heures, on n'ait pas saisi l'occasion (alors que nous avions des réserves de productivité) de procéder à une baisse, au moins symbolique des salaires. Aujourd'hui, pour

tances ou les multinationales. Dans ce cas, notre pays sera présent sur les créneaux que nous laisseront les Japonais, les Allemands, les Américains... On risque de voir le développement d'un secteur «quaternaire» où l'on ne ferait travailler les gens que pour éviter le chômage. Un fossé se creuserait alors entre un secteur très en pointe et des activités secondaires. Paradoxalement, une telle société ressemblerait aux sociétés en voie de développement, avec quelques secteurs exposés à la concurrence internationale.

● **Royaliste : Avez-vous des idées personnelles à proposer ?**

entretien avec philippe seguin, député-maire r.p.r. d'épinal

passer de 39 à 35 heures, il faudrait recourir à cette baisse, mais dans un contexte politique, syndical et économique beaucoup plus délicat. Pour ma part, je ne crois pas aux 35 heures : pour y parvenir, le gouvernement aurait dû les décréter 2 mois après son accession au pouvoir, avec des créations d'emplois et une réduction correspondante des salaires. Dans la mesure où l'on n'a pas voulu une rupture syndicale, nous nous enlisons. En général les décisions se prennent pendant les six premiers mois d'un gouvernement, après c'est la routine.

● **Royaliste : Il y a, dans la majorité comme dans l'opposition, une tendance productiviste et une tendance qui pense qu'on doit profiter de la crise pour repenser les buts du travail et les finalités de la croissance. Comment vous situez-vous dans ce débat ?**

Philippe Seguin : Certains parlent d'une crise passagère; d'autres disent que nous nous engageons vers de nouvelles données. Ce que je crains comme évolution, c'est la menace permanente de constitution d'une société «duale» fondée sur la division internationale du travail imposée par les circons-

Philippe Seguin : Peser sur l'évolution politique d'un pays est déjà difficile. Peser, en plus, sur les tendances lourdes de ce type... Je crois que nous devrions fournir un effort prioritaire en matière de formation, pour nous adapter et pour tenter d'éviter la société «duale». Ainsi, nous aurions le maximum de gens dans les secteurs d'innovation. Mais cela passe par une telle réforme de notre système éducatif, qu'il vaut mieux ne pas rêver. Le grand handicap de ce pays, en dehors de son âge et de son histoire, c'est son appareil éducatif qui est une gigantesque aberration. Je crains, après deux années d'expérience, que certains aspects positifs que l'on pouvait escompter de l'arrivée de la gauche au pouvoir (pour tenter une réconciliation de l'école et de son environnement économique) ne soient à ranger au «magasin des accessoires». Paradoxalement, le pouvoir socialiste dispose de davantage de moyens, mais je crains qu'il n'en use pas. Ceux qui étaient déjà installés à la F.E.N. ou au S.N.I. le sont maintenant à l'Assemblée nationale.

● **Royaliste : La France est aujourd'hui caractérisée par la cons-**



Philippe Seguin

titution de grands groupes industriels et de services fortement hiérarchisés. Ne pensez-vous pas qu'au contraire, elle devrait tendre vers de petites unités autonomes pour favoriser l'innovation, la motivation et pour donner un sens à la décentralisation ?

Philippe Seguin : Il n'y a pas de contradiction entre les deux : l'existence de grands groupes et celle de petites unités sont parfaitement compatibles. C'est un problème d'organisation interne des groupes.

Eu égard à la mondialisation progressive du marché, nous sommes contraints d'avoir de grands groupes pour être présents, mener des stratégies ou un effort de recherche. L'innovation est certes intéressante, mais la recherche fondamentale ou appliquée nécessite des moyens énormes. J'observe d'ailleurs que la politique industrielle actuelle, dans la mesure où il y en a une, tend vers le renforcement des grands groupes. C'est une nécessité qui s'impose à chacun, quel que soit son a priori politique. Cependant, je crois que l'efficacité économique n'est pas contradictoire avec un objectif social ou culturel, et qu'elle peut être compatible avec une décentralisation à terme. Là encore, les Japonais ont montré la voie : ils ont réussi à donner une autonomie aux composantes des groupes. D'une part, cela implique un certain dynamisme au sein de ces unités; d'autre part, les gens sont plus heureux et, même si cela peut paraître cynique, plus efficaces. On peut se demander si cela est possible en France : après le chapitre éducatif, il faut citer, parmi les grands handicaps, le chapitre syndical. Un projet est très difficile à

mettre en œuvre, dans la mesure où n'avons pas de consensus sur l'organisation sociale et sur le dessein national. C'est toute l'ambiguïté de lois comme la loi Auroux. Sur le papier, c'est bien; mais si cela profite à la C.G.T. (qui a les objectifs et les liens que l'on sait avec le P.C.), le jeu est complètement faussé. Pourtant, cette loi est une ébauche : on y trouve les éléments d'une meilleure participation. Mais, pratiquement, la C.G.T. détient la possibilité de semer le trouble, puisqu'il n'entre pas dans ses objectifs de faire en sorte que les choses se passent de manière satisfaisante.

● **Royaliste : Qu'évoque pour vous le terme d'autogestion ?**

Philippe Seguin : Si c'est un jeu, je vous dirais que cela évoque Rocard ! Mais si tel n'est pas le cas, c'est une des nombreuses appellations données à la revendication intuitive d'une certaine nombre de gens. D'autres appellent cela la participation. Je crois comprendre ce qu'est l'autogestion dans l'idéal cédétiste et, si le terme a été repris par le P.C., ce n'est pas la même chose. Ce n'est pas un mythe, mais un mot parmi d'autres, qui cherche à qualifier une meilleure intégration de l'homme dans son travail. Cela peut aussi se rapporter à des formes d'organisation que l'on retrouve dans le modèle japonais comme dans le modèle yougoslave. Toutes les sociétés, imperceptiblement, tendent vers des objectifs assez semblables, même si les moyens utilisés pour y parvenir sont radicalement différents.

propos recueillis
par Régine JUDICIS

trionfo della morte

Frédéric Grendel aime les mots et aime jouer avec eux. Le plaisir de l'écrivain rejoint ainsi la délicatesse de l'homme pour lequel les choses les plus sérieuses ne se disent qu'avec une extrême pudeur - et le jeu en est une. Les enfants et les grandes personnes, celles qui ne se prennent pas à tort pour des adultes, en ont spontanément le sens comme ils ont celui de l'être et de son secret.

Lecteur que tenterait la seule distraction de vous-mêmes, ne vous trompez pas. La mer, le soleil, l'exigence des corps ou l'intrigue politique ne sont qu'un premier plan. C'est vers les lointains que le regard s'échappe et demeure. Sous les «Palmes», vous l'allez voir, la nature, le temps et l'homme entretiennent, au-delà d'ordinares provocations, des affinités presque magiques. L'âme se débat dans les ébats du corps et la chair déborde l'esprit qui la submerge à son tour.

Ce n'est sans doute pas un hasard si la scène se passe à Palerme. Le décor sans cesse nous adresse des signes, de beauté et d'éternité. Les acteurs de ce vivant théâtre, sorte d'humanité en mal d'elle-même, la nôtre bien sûr, jouent leur rôle d'hommes sans bien savoir ce qui tout à la fois les retient et les pousse dans leurs faiblesses ou leurs enfers quotidiens, fascinés qu'ils sont par un être qui a, lui, la densité d'un personnage, Damiani Cosma. La connaissance n'est jamais que le commencement d'une quête. Cosma intrigue, dérange. En sait-il plus que les autres ? Est-il le philosophe Empédocle, dont le livre semble retracer la vie, ou s'inspire-t-il seulement du modèle ? Qu'importe. Cosma fait figure de grand-prêtre au milieu de la petite troupe simplement parce qu'il connaît ses interrogations, nos interrogations. Simplement parce qu'il a la forme de sa fragilité. En faut-il davantage, en un temps où les légendes n'existent plus, pour se faire traiter de magicien par les uns, d'imposteur par les autres ? L'écart des siècles n'y peut rien, nous avons tous les mêmes rendez-vous.

«Il y a, dit Cosma, il y aura des hommes qui voient parce qu'ils le veulent». Touristes de la vie, nous avons besoin d'un mentor qui nous initie aux paysages, aux visages, à la mort, nous mette sur la voie de notre propre mystère. C'est peut-être cela sauver les hommes, leur «apprendre à suivre des étoiles qui ne sont pas dans le ciel».

Comme dans le temple de Ségeste où Cosma entraîne Teresa, sa

«dame» fatale, il y a dans ce livre «un destin suspendu. Nul visiteur n'échappe à l'oppressante impression de se trouver sur la scène d'un théâtre invisible où s'est joué, et se jouera, un drame qui concerne tout homme et, partant, lui-même».

Ce destin, Cosma l'a depuis longtemps compris et accepté. Rencontrer le visage de sa propre mort, un jour, sur un bas-relief exposé dans un musée crétois, puis, des années plus tard, reconnaître la «dame» et ne pas prendre la fuite mais aller à elle, voilà qui n'aurait pas déplu à André Malraux. «Si le monde a un sens, la mort doit y trouver sa place» écrivait-il dans «Les Noyers de l'Altenburg». Dans la vie de Cosma, cette place était réservée. Certaine légende veut qu'Empédocle meurt en se jetant dans l'Etna. L'innocente Teresa sera l'Etna de Cosma, déesse malgré elle de la mort, profanée et consacrée dans le même désir qui fait du sacrilège l'expression passionnée du sacré.

Oubliée ou obsédante selon les heures et la couleur du soleil, la mort a toujours et le dernier mot et le dernier silence à moins que des enfants, avec toute l'intuition et la finesse qui nous font si souvent défaut, ne viennent reprendre la parole magique de la vie et poursuivre le dialogue avec l'univers. Imparable dans sa manière de dire l'espoir, Frédéric Grendel ne manque jamais la pointe d'humour ou de tendresse qui, dans les pires instants, nous sauve de nous-mêmes.

La mort ne rattrape jamais ceux qui fuient. Or Grendel n'est pas homme à se dérober. Il nous incite, au contraire, à ne pas déchirer les pages de la vie, ou de l'histoire, que nous n'aimons pas, à ne pas en détourner notre regard. De descente aux enfers, ce livre devient très vite descente au mystère. Face au «Triomphe de la mort» il ne tient peut-être qu'à nous de mourir vainqueurs.

Sophie COMBELOUX

Frédéric Grendel «Palme» Flammarion. Prix franco : 77 F.

les contradictions d'un grand roi

Il existe une véritable légende henricienne. Popularisée bien sûr par les royalistes qui ont trop transformé le Roi au panache blanc en saint de vitrail. Mais aussi par l'historiographie républicaine qui n'a pas hésité à placer Henri IV sur un piédestal pour mieux rabaisser à contrario ses successeurs. Le volumineux ouvrage de Jean-Pierre Babelon a le mérite de «décaper» le personnage. Il en ressort plus humain sans cesser d'être grand malgré l'exposé sans complaisance mais sans hostilité de ses faiblesses et de ses petites choses.

Le Béarnais n'avait en effet pas que des qualités. Puant l'ail et le bouc, d'une pingrerie qui l'avait fait surnommer le «ladre vert», Henri IV faisait néanmoins scandale en dépensant des sommes folles pour ses nombreuses maîtresses, au désespoir de Sully. Si l'on ajoute qu'enfants légitimes et illégitimes étaient élevés pêle mêle, on comprend le qualificatif de «bordello» appliqué à la Cour de France par l'ambassadeur de Toscane. Enfin, ce chef courageux au combat, trop souvent ne savait pas exploiter ses victoires à cause d'un certain esprit d'indécision.

Mais tout ceci ne doit pas faire oublier les réels dons humains d'Henri IV. D'abord une véritable aptitude à commander les hommes. Le Béarnais savait en effet mêler judicieusement cette familiarité gaillarde qui le faisait tant apprécier de ses amis gascons, à un goût réel de l'autorité. En un mot il se faisait à la fois aimer et craindre. Qui plus est, tant comme chef du parti protestant, que comme roi de France, il ne se montra guère sanguinaire - ce qui était plutôt rare au temps des guerres de religions - même si ses troupes commirent des atrocités. Ni rancunier non plus. L'affaire Biron - lequel avait il est vrai à la fois outrageusement trahi le Roi et l'ami - étant l'exception qui confirme la règle. Enfin, s'il n'était guère capable de vues à très longue portée - le Grand Dessein de fondation d'une République chrétienne en Europe que lui prête Sully est pure affabulation de ce dernier - il savait faire preuve d'un pragmatisme intelligent et se révélait souvent un tacticien de génie.

LOU NOUSTE HENRIC

Jean-Pierre Babelon rappelle avec raison que la première moitié de la vie de «lou nouste Henric» fut celle d'une grand féodal du Sud-Ouest et non d'un prince destiné à régner sur la France. A sa mort en 1559, Henri II laissait en effet quatre fils. Le Béar-

nais se conduisit d'abord en roi indépendant de la Navarre non espagnole - réduite il est vrai à quelques cantons montagneux - en prince de Béarn, en seigneur confortablement possessionné en divers endroits du Sud-Ouest, autour de Nérac notamment.

Mettant à profit les guerres de religion et devenu surtout après la mort de Coligny lors de la Saint Barthélemy, le principal chef du parti protestant, il se fait donner la lieutenance générale en Aquitaine. Ce qui ne l'empêche pas d'intriguer avec le très catholique roi d'Espagne Philippe II qui lui fait miroiter une hypothétique rétrocession de la Navarre espagnole.

LE ROI TRES CHRETIEN

Mais les derniers Valois meurent sans descendance. Après la disparition prématurée de François II et de Charles IX survient en 1584 celle de Monsieur, frère cadet d'Henri III. Compte tenu de la stérilité notoire de ce dernier, le roi de Navarre devient l'héritier présomptif du royaume de France, à l'épouvante de la Ligue qui se tourne vers la maison de Guise. Dès lors, le Béarnais cesse d'être un féodal. Après quatre années de luttes incertaines et l'assassinat du duc de Guise par Henri III en 1588, les deux Henri font alliance. En 1589, Henri III assassiné, Henri IV devient Roi. Il lui reste à conquérir son royaume. Il y mettra neuf ans : en en connaît les points d'orgue. Arques, Ivry, l'abjuration du Roi, l'entrée triomphale dans Paris en 1594, puis la liquidation de la guerre civile terminée par l'Edit de Nantes, ce chef-d'œuvre de sagesse politique.

Prenons bien garde à ne pas voir dans l'abjuration du Béarnais une mascarade cynique. Certes Henri IV fut ballotté entre les deux religions et en changea à plusieurs reprises au gré des influences familiales contradictoires et des vicissitudes politiques parfois dramatiques (l'abjuration forcée de la

Saint-Barthélémy !) Mais loin d'être un sceptique comme son ami Montaigne, c'était plutôt un esprit irénique, sincèrement croyant, et s'en remettant à Dieu et au temps pour aplanir les divergences dogmatiques. Il caressa plus ou moins d'ailleurs toute sa vie l'idée d'un concile général destiné à refaire l'unité. Car en homme du XVI^{ème} siècle, la cassure religieuse dans le royaume lui était insupportable. Et devenu le Roi très chrétien, il s'ingénia à favoriser la Renaissance catholique et tridentine dans le royaume. Dans cette optique, les protestants, après l'édit de Nantes, devinrent une minorité solidement protégée,

Moyennant quoi Henri IV put réduire les tailles pour soulager la paysannerie. Il prit d'ailleurs une série de mesures en sa faveur, interdisant notamment la saisie des instruments et animaux de culture en cas de non paiement de l'impôt. Mais l'arsenal économique de la monarchie d'Ancien Régime était insuffisant pour maîtriser les phénomènes cycliques de longue crise.

La novation la plus décisive fut avec l'introduction de certaines cultures industrielles et la construction ou l'embellissement de nombreux bâtiments, la création de la taxe de la «pauvette» qui revenait à instituer l'hérédité des



gée, mais simplement tolérée en attendant mieux.

LE REGNE PACIFIQUE

La place nous manque pour nous étendre sur le règne pacifique d'Henri IV (1598-1610). Signalons simplement qu'il a été plus empiriquement réparateur que profondément novateur. Ainsi sur le plan financier, l'ingénieur Sully procéda à l'extinction des dettes de l'Etat par des moyens on ne peut plus classiques sinon honnêtes : réduction unilatérale des créances, à commencer par celles des souverains et princes étrangers, rachat du domaine de l'Etat aliéné durant les guerres de religions par l'entremise des partisans et traitants; récupération des fonds détenus par les receveurs et généraux des Finances; enfin réduction - difficile - du train de vie de l'Etat.

offices. Dans l'immédiat c'était, comme le remarque non sans raison Pierre Chaunu, amener les robins à s'identifier à l'Etat et renforcer ses structures. A terme, c'était créer une nouvelle féodalité dont la Monarchie eût beaucoup à pâtir.

Ces réserves faites, la consternation populaire qui suivit l'assassinat d'Henri IV justifie ces paroles prophétiques qu'il prononça un jour : «Vous ne me connaissez pas maintenant, vous autres; mais je mourrai un de ces jours et quand vous m'aurez perdu, vous connaîtrez lors ce que je valais et la différence qu'il y a de moi aux autres hommes».

A.F.

Jean-Pierre Babelon -Henri IV- Fayard. Prix franco 152 F.

IMAGE

une seconde vie pour lucien leuwen

En tirant du Lucien Leuwen de Stendhal - et à l'occasion du bi-centenaire de la naissance de ce dernier - un feuilleton en sept épisodes, «TF 1» a été particulièrement inspirée : elle donne une seconde vie à ce roman.

Au risque de choquer certains de nos lecteurs, j'avouerai que je ne suis guère beylisant. En lisant à seize ans «La Chartreuse de Parme» et «Le Rouge et le Noir» j'avais certes été impressionné par la limpidité admirable de la langue mais glacé par la froideur avec laquelle Stendhal dépeint les passions. A vrai dire il les analyse plus qu'il ne les dépeint ou plus exactement les dissèque avec la minutie méthodique du médecin légiste pratiquant une autopsie. Du coup je n'avais plus touché à une œuvre de Stendhal et il a fallu les émissions télévisées pour que je me décide à lire «Lucien Leuwen». Je ne le regrette pas.

Lucien Leuwen est une œuvre relativement peu connue du grand public. Sans doute parce que ce roman est resté inachevé. Il lui manque sa troisième partie. En son absence il est dépourvu d'unité. D'une part la première partie raconte la vie de garnison à Nancy du sous-lieutenant Leuwen chassé de Polytechnique pour participation à une manifestation républicaine - l'action se situe au début de la Monarchie de Juillet - ses mornes journées au régiment, puis son entrée dans les salons légitimistes de la ville et la naissance de son amour pour une jolie et riche veuve, Madame de Chasteller. Amour brisé par le docteur Du Poirier au prix d'un stratagème aussi efficace qu'immonde.

Le deuxième tronçon du livre nous dépeint Lucien admis - grâce à la protection de son père le richissime banquier Leuwen - au secrétariat du ministère de l'Intérieur. Là il trempe dans diverses magouilles, notamment électorales - un Defferre passe - et justifie la parole qu'il avait prononcée en acceptant cet emploi comme dérivatif à sa déception amoureuse : «Décidément je serai un coquin».

Certes, Stendhal fait, là encore, preuve de ses qualités d'analyste ironique en montrant Lucien - qui fait litière de ses convictions ré-

publicaines pour devenir salon-nard légitimiste à Nancy et bureaucrate «juste milieu» à Paris - comme un cynique. Mais l'homme n'est pas d'une pièce. Stendhal sait nous le faire voir avec sa fragilité psychologique, ses côtés de naïveté presque enfantine, ses scrupules et hésitations. Et surtout son amour éperdu pour Madame de Chasteller est très pur, bien différent de l'amour-volonté de puissance d'un Julien Sorel pour Madame de Rênal. Il se dégage de la narration stendhalienne une incontestable poésie. Et c'est à ce niveau que le feuilleton télévisé «bonifie» le roman en «gommant» presque totalement les longues introspections sur leurs sentiments respectifs auxquelles se livrent les deux amoureux. Il ne reste plus à l'écran que la fraîcheur et la pudeur d'une passion qui éclot.

Par ailleurs, les émissions télévisées ont le mérite de ne pas trahir l'intérêt historique du livre. Car dans l'œuvre de Stendhal il y a des lavis à l'eau-forte irremplaçables sur la haute société de la Monarchie de juillet. Les légitimistes nancéens qui ont arrêté leurs pendules à 1786 sont imbus de leur noblesse et pour le reste ont autant de sens politique qu'un grelot. Ils doivent avoir recours pour maintenir leurs positions à des factotums issus de la bourgeoisie tel le docteur Du Poirier dont la hure de hyène sagace crève littéralement l'écran. Mais les nouveaux riches parisiens, issus des «trois glorieuses», qui se vautrent dans les salons «juste-milieu» de Madame Grandet ne sont guère plus sympathiques. Bien sûr à travers le livre et le film transparaissent les a priori républicains de Stendhal. C'est égal, les Bourbons toutes branches confondues n'ont pas eu les serviteurs qu'ils méritaient. Et comme le disait le duc d'Orléans, conservateur est un mot qui commence bien mal.

Arnaud FABRE

avez-vous pensé à la souscription ?

La dignité cardinalice conférée par Jean-Paul II au Père de Lubac évoque évidemment le précédent de Newman. C'est le docteur que Léon XIII avait voulu distinguer dans le grand converti anglais. C'est une pensée singulièrement nécessaire que Jean-Paul II veut désigner aujourd'hui à l'attention de l'Eglise universelle. Henri de Lubac, écrit le Père Georges Chantaine «s'est voulu Témoin de la tradition en vertu d'une fidélité à Dieu qui suscite et impose rigueur de pensée et sympathie pour tout homme et pour tout l'homme. En vertu de son charisme, le Pape a la sollicitude de toutes les Eglises : or il voit des Eglises polarisées entre droite et gauche, des Eglises confrontées au problème de l'inculturation, des Eglises traversées, menacées par l'athéisme de la culture ou des Etats.» Pour répondre au défi de la modernité, l'œuvre d'Henri de Lubac est incomparable. Enracinée dans la Tradition vivante, elle n'a cessé de montrer sa capacité à répondre aux interrogations incessantes des pensées les plus exigeantes.

Comme tout ce qui est vivant, une telle œuvre n'a pas été à l'abri de la polémique. La presse n'a pas manqué de rappeler à l'occasion de la promotion du cardinal, l'étrange disgrâce dont il fut l'objet dans les années cinquante, à la suite d'une controverse qui ne s'est pas éteinte tout à fait aujourd'hui ! Dans un ouvrage paru il n'y a pas si longtemps, le cardinal Siri, archevêque de Gênes, reprochait encore au Père de Lubac d'affirmer que «l'ordre surnaturel est nécessairement impliqué dans l'ordre naturel» et d'estomper ainsi le caractère tout à fait gratuit du surnaturel. Raccourci un peu violent et qui faisait bon marché des travaux du théologien et de l'équilibre d'une doctrine longuement méditée dans les Pères et dans saint Thomas. Détail curieux, l'archevêque de Gênes ne disait rien de l'authentique pensée de saint Thomas d'Aquin sur la grâce, rétablie par le Père de Lubac au prix d'un retour aux textes occultés par les grands commentateurs. Etienne Gilson avait d'ailleurs, en son temps, authentifié l'interprétation longuement développée dans «Le mystère du surnaturel» et déjà dans «Surnaturel», le livre qui fut à l'origine des ennuis du Père de la part des théologiens romains.

Avec «Surnaturel», écrit Hans Urs von Balthasar dans une présentation «organique» de l'œuvre «c'est un jeune David qui s'attaque au Goliath de la rationalisation moderne du mystère chrétien et de sa réduction à la logique. La pierre lancée par la fronde frappe mortellement l'adversaire, mais les acolytes du géant s'emparent du héros et lui imposent pour longtemps le silence. Pas tout à fait à tort. L'ouvrage, formé du rassemblement des travaux antérieurs assez nombreux et disparates, n'a pas atteint son unité parfaite.»

L'enjeu de l'affaire ? Il s'agit de débarrasser le christianisme du poison janséniste, mais plus encore d'un rationalisme «qui traite l'homme - et l'ange - comme s'ils étaient des êtres de la nature parmi d'autres, des êtres à qui s'applique (suivant Aristote) l'adage «le désir naturel ne dépasse pas la capacité de la nature» Faut-il reprendre ici le détail de la controverse et exposer ce concept ou cette hypothèse de nature pure inventé par certains théologiens pour rendre compte de l'absolue gratuité du don de la grâce

la pensée du cardinal de lubac



par
Gérard
Leclerc

fait par Dieu à l'Humanité ? Ce n'est pas de la meilleure scolastique. Nous voilà contraints d'imaginer des êtres rationnels, doués comme nous d'intelligence et de volonté, mais privés par définition de la vie trinitaire. Disons le mot, une sorte de monstre, un être de raison auquel saint Thomas n'avait jamais songé mais qu'imposèrent ses commentateurs.

A leur propos, Etienne Gilson écrivait au Père de Lubac : «On fabrique un thomisme à l'usage des écoles, sorte de rationalisme plat qui donne satisfaction à l'espèce de déisme qu'au fond la plupart désirent enseigner. Le seul salut est dans le retour à saint Thomas lui-même, au delà de Jean de Saint-Thomas, au delà de Cajetan lui-même dont le célèbre commentaire est un corruptorium Thomae parfaitement réussi.»

On me demandera ce que peuvent bien tirer de telles querelles les non spécialistes. Mais des choses tout à fait essentielles ! Une véritable culture qui au rebours de quantité d'œuvres et de livres que nous lisons par habitude, ou parce qu'il faut être de son temps, est simplement nourissante ! Je parlais de Sartre ici-même, récemment, pour avoir pris quelque intérêt à ses carnets de guerre où le développement du projet de toute une vie s'annonce. Mais s'il faut choisir entre Sartre et de Lubac, le choix est fait ! Par quel étrange préjugé trouve-t-on que les philosophes contemporains sont plus utiles ou plus accessibles que les théologiens ? La réflexion technique sur le surnaturel est infiniment plus éclairante que toutes les gloses sur le pour-soi. Elle est en tout cas la seule à nous expliquer ce que Paul Claudel appelle «cette étincelle organique d'inquiétude, de désir et de mécontentement insérée au plus profond des entrailles de l'Humanité.»

L'auteur du «mystère du surnaturel» parlera du paradoxe ignoré des gentils. Mais cette gentilité reflue sur notre temps. Le paradoxe consiste à affirmer tout à la fois que l'homme n'est pas Dieu mais qu'il est appelé à participer à la vie de Dieu. Les anciens étaient en proie à une double tentation : déifier ou rabaisser la nature : «Parcelle divine ou boue sublunaire, ou

mélange fortuit et instable des deux». Les modernes renouvellent à leur façon cette prétention et ce désespoir, faute d'admettre la bonne nouvelle radicale que le Père de Lubac résume volontiers grâce à l'expression de saint Irénée : «Omnem novitatem attulit, semetipsum afferens.» Ce porteur de nouveauté absolue c'est évidemment le Christ.

Qui plus que Nietzsche en ces temps modernes fut sensible au caractère inachevé de l'homme ou impatient face à un rationalisme qui le mutile de son inachèvement, de ses mythes, et donc du tragique ! La revanche du tragique sur le socratique c'est bien la revanche du mystère. Malheureusement, Nietzsche demeure archaïque. Son retour aux mythes ne peut satisfaire la modernité «maintenant que la raison a fait son œuvre». Il faut se rendre au mystère et à l'intégrale nouveauté. Deux mystiques s'opposent en effet, nous explique l'auteur du «Drame de L'Humanité athée» : «D'un côté, ce sera l'Etat dionysiaque, avec son irrationnel «capiteux, délirant, équivoque»; de l'autre la chaste et sobre ivresse de l'Esprit. Si l'un et l'autre font éclater ainsi l'individualité «ce misérable abri de verre» c'est encore en un sens bien différent, le premier ne réussissant qu'à dissoudre l'être humain dans la vie du Cosmos - ou dans celle d'une société toute «tellurique» - le second, au contraire, exaltant en chacun l'élément le plus personnel pour réaliser entre tous les hommes une communion.»

Ce penseur qui n'a cessé de parcourir l'itinéraire de la patristique et des grands scolastiques n'en est que plus fort pour affronter l'athéisme moderne qui n'est le plus souvent qu'un antithéisme. Mais l'œuvre immense du Père de Lubac embrasse bien d'autres horizons. Je les avais énumérés succinctement lors de son cardinalat. La réédition de son beau livre sur Origène m'incite à réfléchir sur le sens de l'Histoire inséparable de l'avènement du christianisme. De cette histoire, les Grecs n'ont pas eu le concept. Il rayonne chez le grand Alexandrin, persuadé que l'Histoire est vérité et qu'elle est liée à l'incarnation du Logos. Elle est donc indissolublement ce qui arrive et ce qui passe, mais aussi ce qui prépare. Seulement son terme lui échappe, il est eschatologique. Toute rationalisation de l'histoire qui entend intégrer de force l'eschatologie hors de la révélation finale est promise à la manipulation et à un messianisme dangereux. C'est la ligne de force du grand livre sur la postérité spirituelle de Joachim de Flore que j'ai analysé il y a un an. (1) Cette pensée sur l'histoire est une des plus déterminantes si l'on songe au destin des systèmes qui ont joué depuis deux siècles sur le destin occidental et mondial. C'est dire l'immense actualité du Père de Lubac et l'urgence de le lire.

Gérard LECLERC

(1) «Royaliste» 355

H. Urs von Balthasar et G. Chantaine - **Le cardinal de Lubac, l'homme et l'œuvre** - Edition Le Thielleux, prix franco : 72 F.

Cardinal Siri - **Gestsemani** - Téqui, prix franco : 95 F.

Henri de Lubac - **Le mystère du Surnaturel** - Aubier, prix franco : 55 F; **- Histoire et Esprit** - Aubier, prix franco : 62 F; **- Le drame de l'Humanisme athée** - 10/18, (épuisé), etc. etc.

ACTION ROYALISTE

session des étudiants

Les étudiants royalistes participent aujourd'hui à la contestation du projet de loi présenté par M. Savary. Cela ne va pas sans difficultés étant données les positions embrouillées des syndicats auxquels ils appartiennent. «Royaliste-Université» donnera, dans quelques temps plus de détails à ce sujet. En attendant, les militants de la NAR qui ne l'auraient pas encore fait sont invités à prendre leurs consignes en téléphonant directement au délégué national. Mais, quels que soient les développements à venir de l'agitation estudiantine, il nous faut préparer la session étudiante, qui, dans le calme retrouvé, nous permettra de faire le bilan des actions menées et le point des projets en cours.

La session aura lieu les samedi et dimanche 2 et 3 juillet, à proximité d'Orléans. Retenez donc ces dates.

Programme de la session

Samedi 2 juillet

Matin : Histoire du royalisme
11 h 12 h : l'Action française
12 h 13 h : la NAR
Après midi : Introduction à l'économie
15 h 16 h : le libéralisme
16 h 17 h : le marxisme
17 h 30 18 h 30 : «le socialisme à la française»

Dimanche 3 juillet

Matin : la question politique
9 h 10 h : l'Etat moderne, ses théoriciens, sa pratique
10 h 11 h : la crise de la société française
11 h 15 - 12 h 15 : les impasses actuelles et la question de la monarchie.
Après-midi : l'étudiant dans la société
14 h 14 h 15 : la réforme de l'enseignement supérieur
14 h 45 15 h 30 : le service national
15 h 45 16 h 30 : l'action politique et syndicale à l'université.

CLUBS NOUVELLE CITOYENNETÉ

LE CLUB DE PARIS a organisé une table ronde avec René Girard, Jean-Pierre Dupuy, Gérard Leclerc, Bertrand Renouvin, Philippe Cailleux, Michel Henra, Philippe Betbèze. L'enregistrement des diverses interventions donnera la matière du prochain numéro de la revue «Cité».

D'autre part le dîner du 23 avril a été un succès, une agréable soirée où les militants de la NAR purent constater que le club se développait, avec un public comprenant de nombreux non-royalistes.

Souhaitons un même succès au **CLUB DE SEINE MARITIME** qui organise à **Rouen, le 17 mai prochain**, à 20 h. un dîner-débat sur le thème «**Quelle défense nationale ?**» Avec la participation de **Bertrand RENOUVIN** et de **Jean-Paul HEBERT**, secrétaire fédéral du P.S.U. de Seine-Maritime, membre de la commission Armée-Défense, ainsi que celle de **Alain LE VERN**, premier secrétaire fédéral du Parti Socialiste de Seine-Maritime, chargé des questions de Défense.

Prix du repas : 60 F à verser à l'ordre de Ph. Cailleux. S'inscrire en écrivant le plus rapidement possible au **Club Nouvelle Citoyenneté, 52, rue de Lecat 76000 Rouen**.

aux "mercredis"

Paris - Mercredis de la NAR

Tous les mercredis à 20 heures, 17 r. des Petits-Champs (1er) - 4e étage (Métro Bourse ou Palais-Royal) a lieu une conférence-débat ouverte à nos lecteurs.

La conférence est suivie d'un buffet (participation aux frais).

Mercredi 11 mai : «Nation, nationalisme et cosmopolitisme», un thème passionnant, à la pointe de l'actualité du débat intellectuel, et qui en d'autres lieux pourrait vite tourner au procès. Avec la participation de **Bertrand Renouvin** et **Gérard Leclerc**.

Mercredi 18 mai : Philippe Solers viendra nous présenter son livre-best-seller «**Femmes**». Un roman à clefs dont il nous dira cer-

taines. Un roman à thèse ? Non affirme-t-il... pourtant une idée directrice... qui fait grincer bien des dents... Le cosmopolitisme et le nationalisme seront peut-être encore au centre du débat, la Bible et le christianisme aussi, les penseurs contre-révolutionnaires pourquoi pas ? et le refoulé monarchiste des Français ? Si vous voulez...

Mercredi 25 mai : Ghislain Sartoris viendra nous parler du dernier livre paru de **Jean Paulhan** : le **Traité du Ravissement**. A cet occasion il nous donnera sans doute quelques lumières sur un côté inconnu de Jean Paulhan : un Paulhan royaliste ? Ghislain Sartoris l'affirme.

LA SOUSCRIPTION CONTINUE...

Merci à tous ceux qui ont déjà répondu à notre appel et qui contribuent ainsi à «éponger» les dettes que nous avons contractées à l'occasion de la campagne pour les élections municipales. L'objectif fixé n'est cependant pas encore atteint et je lance un **dernier appel** aux retardataires, et ils sont encore nombreux, afin que notre budget soit remis en équilibre. Adressez vos dons à l'ordre de «Royaliste» CCP Paris 18 104 06 N Paris, en précisant «pour la souscription».

4ème LISTE DE SOUSCRIPTION

J.F. PACHIS 40 F - H. MALLIN-JOUD 100 F - V. CLERJOUX 50 F - Mme FABRE de RIEUNEGRE 100 F

- Y. GARNIER 200 F - P. PLATEL 200 F - D. RIETSCH 70 F - JM LACK 200 F - J.P.D. 200 F - JP FARDEAU 100 F - P. NAVELLOT 270 F - J. BARAUD 100 F - J. BARILLET 30 F - A.G. 70 F - B. LAPLACE 100 F - Ano 78 : 100 F - G. LINGIER 250 F - M. DUTAC 200 F - Y. LEMAIGNEN 1000 F - JM ROUSSIGNOL 200 F - F.L.G. 200 F - J. de TREMEUGE 60 F - C. BOISSIN 60 F - J.F.M. 300 F - J. BANC 900 F - A. CISCAR PENELLA 347 F - Mme AUBOYNEAU 50 F - Mlle LACOUR 60 F - Ph. CLAVEL 30 F - G.F. (Italie) 50 F - B. BARBE 20 F - Ch. BRIAND 50 F - J.B. (Poitiers) 200 F - L. de BENTZMANN 200 F - J.F. TRITSCHLER 340 F - G. CHAIGNEAU 70 F - A.R. (Alpes Maritimes) 600 F - A. FINCATO 100 F - G. REICH 50 F - M. VEYRENC 50 F - A. KAYSER 70 F - B. LACAZE 450 F.

Total de cette liste : 7 747 F
Total précédent : 21 667 F
Total général : 29 414 F

SUISSE

Bertrand Renouvin sera l'invité du Centre de Documentation Civique de Lausanne (23, av. d'Apples) pour présenter son dernier livre «Charles Maurras, l'Action française et la question sociale», le 3 juin prochain, à 20 h 30.

«Dix ans de combat pour la monarchie», une plaquette d'explication à diffuser largement dans notre public. Prix franco : 1 ex. : 4 F - 5 ex. : 10 F - 10 ex. : 18 F - 25 ex. : 26 F. Règlement à l'ordre de «Royaliste» CCP 18 104 06 N Paris.

royaliste ♦

17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
Téléphone : 297.42.57.
CCP Royaliste 18 104 06 N Paris

Changement d'adresse : joindre la dernière bande d'abonnement et 4 F en timbres pour les frais.

Les illustrations et les photos de ce numéro ont été fournies par le groupe audiovisuel et sont la propriété du journal.

Directeur de la publication : Y. Aumont
imprimé en France - Diffusion NMPP
N° de commission paritaire 51700.

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement d'essai de trois mois (40 F), 6 mois (75 F), un an (130 F), de soutien (250 F)*
(*) Encadrez la formule de votre choix

NOM : Prénom :

Adresse :

Profession : date de naissance :

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs 75001 Paris - CCP 18 104 06 N Paris

L'implosion

Savons-nous vraiment dans quelle société nous vivons ? Sommes-nous capables de maîtriser son évolution, ou bien faut-il se résigner à être tantôt les spectateurs d'événements insaisissables, tantôt les victimes de mécanismes qui échappent à notre contrôle ? L'interprétation des faits est devenue si difficile, et leur simple connaissance tellement hasardeuse ! Il faut s'y prendre à deux fois pour avoir l'impression de saisir les motifs de la grève des internes et chefs de cliniques, et bien malin qui pourrait prétendre connaître dans le détail l'ensemble des règlements de l'Europe verte ... La réalité échappe, et seuls ceux qui sont directement concernés peuvent en saisir quelques lambeaux. Folie que de vouloir faire entrer cette réalité fuyante et confuse dans les catégories traditionnelles du discours politicien...

Pourtant, la tentation est grande d'appliquer aux faits les mots et les images déjà connus. Il a suffi d'une fronde paysanne et d'une colère étudiante pour que certains se mettent à parler d'un « mai à l'envers » - comme si un tel moment pouvait se répéter. Les amateurs d'analogies historiques en seront sans doute pour leurs frais : l'agitation printanière n'a pas le caractère de contestation radicale qu'elle avait en 1968 ; il ne s'agit pas de changer la vie mais de défendre des acquis ou d'obtenir la modification de mécanismes qui heurtent des intérêts précis.

COMLOT ?

Cela ne signifie pas que la colère des paysans et des étudiants soit injustifiée, encore moins qu'elle procède de manœuvres et de manipulations politiques : on n'invente pas une colère, on ne fabrique pas une révolte, même s'il est possible, après coup, d'orienter le cours des choses. La gauche devrait le savoir, elle qui fut tellement désorientée par Mai 1968. Mais l'explication par le complot arrangerait ses affaires : elle retrouverait un adversaire bien repéré, au lieu de devoir faire face à une agitation tournoyante, sans couleur politique définie. Le malheur, pour elle, est que les partis de droite ne sont pas tombés dans le piège et qu'ils se contentent pour le moment d'assister, en fins connaisseurs, au spectacle d'un gouvernement empêtré dans ses contradictions. Cette attitude



par
bertrand
renouvin

tactiquement juste est bien entendu hypocrite : les difficultés actuelles ne sont pas apparues en mai 1981 et, sans reprendre la querelle de l'héritage, il est tout de même bon de rappeler que l'ancienne majorité a toléré le scandale des montants compensatoires, et créé les conditions du malaise actuel, dans l'enseignement supérieur et dans le monde médical. Comme la droite ne présente aucune solution, ni technique, ni globale, son retour au pouvoir, par suite de circonstances exceptionnelles, constituerait une nouvelle imposture.

Nous nous trouvons ainsi dans une impasse totale. La droite ne présente aucune alternative sérieuse, sa seule ambition étant d'englober dans le parti de la revanche la somme de mécontentements divers et parfois contradictoires. Mais, de son côté, la gauche, hier encore porteuse de l'espérance du changement, se retrouve aujourd'hui sans projet. Certes, depuis 1981, elle a apporté un lot de réformes appréciables dans le domaine des structures économiques et administratives, bien qu'elle n'ait pas su en faire mesurer la portée. Mais les décisions économiques et monétaires de mars dernier ont montré que le gouvernement n'avait pas le courage de détruire certains tabous et d'accomplir les ruptures que la gauche avait précédemment annoncées.

CARENCES

A cette première grande désillusion, succède maintenant un constat de carence : l'affaire de la réforme de l'enseignement supérieur prouve que le gouvernement se contente de reprendre et de bricoler les projets de la droite, en les

agrémentant d'intentions plus généreuses. De même, il faut bien constater l'absence d'une véritable politique agricole, qui supposerait notamment la renégociation des règles communautaires, et l'absence d'une véritable politique de la santé, qui exigerait une redéfinition du système médical français. Incapable de désigner de nouvelles finalités, le gouvernement se contente de gérer le système existant, en essayant d'améliorer son fonctionnement.

Or cette tentative semble vaine. Par malchance, la gauche a trouvé, en arrivant au pouvoir, des mécanismes usés ou inadéquats. L'Etat-Providence, sur lequel elle comptait, est à bout de souffle et les vieilles recettes sont devenues inopérantes ou trop dangereuses. La gauche découvre aujourd'hui que le système social est ingouvernable, que les mesures mises en œuvre ont des effets d'une imprévisible perversité, et que les réactions du « corps social » sont incontrôlables. Pire encore : cette gauche qui croyait détenir la vérité, incarner la culture, s'aperçoit en ce moment que ses schémas intellectuels sont désuets et qu'un divorce culturel entre la nouvelle classe dirigeante et le pays est en train d'apparaître, comme l'affaire du contrôle des changes l'a révélé. D'où la panique de M. Poperen devant l'effondrement des valeurs et l'inadaptation des méthodes, d'où sa tentative désespérée pour relancer la rassurante lutte des classes, et son recours au fantasme chilien pour mobiliser les énergies. Las ! Il n'y a plus de camp des travailleurs mais de simples corporatismes, et la droite n'a plus besoin de chars : la logique sociale se charge de tout ruiner, par une implosion lente face à laquelle le pouvoir et le parti dominant se trouvent impuissants.

Le pire n'est pas toujours certain. Il peut y avoir des répit, et d'habiles compromis. Il n'en demeure pas moins que le message présidentiel de mars dernier n'a pas été entendu, et que le consensus devient aussi problématique que le projet. Comme, de son côté, le gouvernement ne cesse de reculer devant la pression des groupes sociaux, il donne l'impression d'improviser sa politique avant d'y renoncer. Double faiblesse que de ne savoir ni se faire écouter, ni se faire obéir. Elle risque d'attirer la foudre que l'on voulait écarter.

Bertrand RENOUVIN